

Devant la lâcheté de Macron, les racailles font régner leur loi



La lâcheté de notre Président n'est un secret pour personne. Nous avons pu la mesurer dès 2017, avec le dossier de **Notre-Dame-des-Landes**, quand notre « chef de guerre », qui se plaît à parader en combinaison de pilote de chasse, s'était lamentablement couché devant 200 squatteurs hors la loi, occupant les lieux depuis 10 ans !

Ignorant le référendum populaire favorable au projet de l'aéroport du Grand Ouest, et méprisant les 187 décisions de justice soutenant sa construction, Macron avait capitulé, tout en se targuant d'avoir enfin réglé un dossier épineux vieux de 10 ans !

Comme si le renoncement de l'État à faire respecter l'ordre et la loi était un haut fait d'armes ! Comme si le fait de spolier des paysans de leurs terres, pour les donner à des

militants gauchistes ne connaissant rien à l'agriculture, était une décision empreinte d'une sagesse infinie ! Pitoyable !

Il ne faut donc pas s'étonner que les caïds de banlieue fassent régner leur propre loi dans les cités, où les policiers n'ont quasiment plus le droit de circuler par peur de « provoquer » la racaille et de déclencher une émeute.

Mais nos élites bien-pensantes n'ont toujours pas intégré que leur éternel renoncement, loin d'acheter la paix civile, ne fait qu'encourager cette même racaille à une surenchère permanente dans l'affrontement avec les forces de l'ordre. Tout s'aggrave de jour en jour.

Car les émeutes, elles sont quotidiennes. Parcourant la toile, on peut y lire le programme de la semaine :

Émeute à Aulnay-sous-Bois, à Villepinte, à Gennevilliers, à Villeneuve-la-Garenne, à Suresnes, à Fontenay-sous-Bois, à La Courneuve, à Mantes-la-Jolie, à Trappes, à Grigny, à Chanteloup-les-Vignes, à Villiers-sur-Marne. Mais aussi au Havre, à Évreux, à Bordeaux ou à Lyon.

La catastrophe sanitaire et le confinement remettent au grand jour une **catastrophe sécuritaire** trop souvent banalisée et occultée par les médias, totalement soumis à l'omerta imposée par le pouvoir.

L'immigration détruit le pays et nous ruine bien davantage que le Covid-19.

[Le virus islamique tuera plus de Français que le Covid-19](#)

Avant la grande invasion venue du Sud, toutes ces banlieues étaient des havres de paix, où **Français, Italiens, Espagnols, Portugais** vivaient en parfaite harmonie, dans des cités fleuries et souriantes, avec leurs commerces et leurs marchés

animés.

Les mariages mixtes étaient légion, les prénoms des nouveaux-nés tous français. S'assimiler au plus vite était un signe de fierté pour les immigrés.

Les HLM flambant neuves accueillait les classes populaires dans un appréciable confort moderne. La France des Trente Glorieuses était riche, prospère, paisible, heureuse, sans chômage, sans insécurité.

Celui qui aurait parlé à l'époque de risque terroriste ou de menace de guerre civile aurait été conduit au plus vite dans un hôpital psychiatrique...

Mais l'immigration extra-européenne, hélas, a transformé ces cités heureuses en bande de Gaza, où même la police ne peut plus s'aventurer sans un effectif conséquent. Tous les Français de souche ont été chassés des banlieues. Jean-Pierre Chevènement déclarait d'ailleurs en 2016 :

« Il y a à Saint-Denis 135 nationalités, mais il y en a une qui a quasiment disparu ». Un aveu sur la sinistre réalité qui déclencha un tollé dans toute la bobosphère mondialiste.

On ne dénoncera jamais assez la trahison de nos élites, Macron en tête, qui capitulent face à des racailles, mineures pour la plupart, qui attaquent nos forces de l'ordre à coups de cocktails Molotov et de mortiers d'artifice, en toute impunité.

En 2016, Malek Boutih réclamait **« Une offensive anti-racailles dans les banlieues. »** On l'attend encore.

Il y a une réelle volonté de détruire des pans entiers du pays et de laisser la nation se désintégrer. C'est même de la haute trahison puisque plus la situation empire, plus Macron ouvre les frontières, accueillant 500 000 immigrés par an, réguliers et clandestins. Quant aux expulsions, elles sont marginales.

En France, le pouvoir politique, tétanisé par les émeutes de 2005, ordonne à nos policiers de déguerpir au plus vite en cas d'attroupement imprévu risquant de dégénérer.

Imagine-t-on des policiers américains ou israéliens se sauver comme des lapins devant des malfrats par peur d'une bavure ? Nos policiers, l'État les a paralysés.

On a même vu, à Viry-Châtillon, quatre policiers en train de griller dans leur voiture en flammes, **ne pas oser tirer sur la vingtaine de salopards tueurs de flics qui les entouraient**, par peur des foudres de l'IGPN et de la justice, toujours plus prompte à sanctionner la bavure policière qu'à reconnaître le droit à la légitime défense des FO.

Mais le pire est que **François Hollande, comble de l'ignominie**, ne s'est même pas rendu à l'hôpital, où se trouvaient les policiers gravement brûlés, alors qu'il accourait au chevet du délinquant Théo, qui avait refusé de se soumettre à un contrôle de police, ce qui avait conduit à son arrestation musclée.

En France, nos policiers moralement désarmés ont systématiquement tort. Ils ont davantage peur de l'IGPN que de la racaille ! C'est tout dire.

À titre de comparaison, la police londonienne est dorénavant autorisée à pourchasser et à foncer sur les voleurs de moto pris en flagrant délit !!

<http://www.fdesouche.com/1113327-la-police-londonienne-autorisee-a-foncer-sur-les-voleurs-de-motos>

Alors que la France se désintègre, nous avons encore une large majorité de traîtres qui dénoncent les violences policières et pleurent sur le sort des « quartiers pauvres sans cesse stigmatisés. »

Mais les mêmes bonnes âmes n'ont pas un seul mot de compassion

pour les victimes des 1 000 agressions gratuites par jour, toutes perpétrées par les petits anges stigmatisés des banlieues.

Ce ne sont pas des « souchiens » qui remplissent les prisons, ce sont les étrangers et les malfrats d'origine immigrée. Deux détenus sur trois sont musulmans déclarait Jack Lang, président de l'Ima. Et si toutes les peines de prison étaient réellement exécutées, il nous faudrait 100 000 places de prison supplémentaires.

Ce qui d'ailleurs conduirait à un taux d'incarcération trois fois inférieur à celui des États-Unis. Car chez les Américains, les peines de prison se cumulent et il n'est pas rare d'écopier de **100 ou 150 ans de prison**, alors qu'en France la perpétuité n'existe pas, même pour les crimes les plus barbares.

Le pouvoir et ses cohortes de bien-pensants nous rabâchent quotidiennement que c'est une minorité qui caillasse les policiers, incendie les voitures, s'adonne aux rodéos nocturnes en terrorisant les riverains, plonge dans le trafic de drogue.

Admettons. **Mais dans ce cas, s'ils sont si peu nombreux, qu'attend donc le gouvernement pour frapper fort et mettre enfin cette racaille définitivement au pas ?** Attendrait-il qu'ils soient encore plus nombreux, en reculant pour mieux sauter ? Dès 2005, il fallait sévir au lieu de composer avec les imams, comme l'a fait Sarkozy, en croyant acheter la paix dans les banlieues.

On ne pactise pas avec ceux qui rêvent de faire plier la République en imposant leur propre loi.

Face à ce désastre, nos policiers sont littéralement abandonnés par le pouvoir et la justice, qui répugne à appliquer le Code pénal, pourtant suffisamment sévère.

Les guets-apens sont quotidiens, minutieusement préparés. Les projectiles et les mortiers sont stockés, la stratégie est adaptée aux effectifs policiers. Il s'agit de défendre son territoire face à l'agresseur.

Et au moindre incident, ce sont les policiers qui sont présumés coupables, accusés de violence gratuite et de bavure. Les réseaux sociaux s'enflamment et c'est l'émeute.

À Villeneuve-la-Garenne, samedi soir, on a assisté au scénario type de l'incident qui déclenche une émeute et une avalanche de haine anti-flics sur les réseaux sociaux. « **Mort aux porcs** », appel à « **tout brûler** ».

Un loustic d'une trentaine d'années, bien connu des services de police, comme par hasard, circulant sans casque, en plein confinement, sur une moto non homologuée, non assurée et à grande vitesse, percute une voiture de police banalisée dans des circonstances encore peu claires. Il est grièvement blessé à la jambe, avec fracture ouverte du fémur.

Les policiers lui font un garrot avant son transport à l'hôpital. Un attroupement d'une cinquantaine de loubards se forme aussitôt. Jets de projectiles et embrasement des réseaux sociaux, dénonçant la bavure policière contre un jeune, qui aurait eu la « jambe arrachée ».

Le maire s'empresse de déployer des « médiateurs » pour calmer le quartier. Le préfet des Hauts-de-Seine n'en dort pas et mobilise les « délégués » pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Le parquet de Nanterre lance une enquête. L'avocat du blessé dépose une double plainte contre la police.

Bref, c'est la mobilisation générale, l'émotion des autorités est à son comble, au point que je me demande si le préfet n'a pas réveillé Macron pour lui faire part de cette immense tragédie !

Voilà où en est aujourd'hui la France, championne de la diversité heureuse !

Quant aux plaintes concernant les 100 000 viols annuels ou les 1 000 agressions gratuites par jour, elles sont quasiment toutes classées sans suite... ce qui n'empêche aucunement nos autorités de dormir tranquilles.

Pauvre France qui vit ses dernières années avant de sombrer à jamais dans le néant !

Jacques Guillemain